

Zeitschrift: Suisse magazine = Swiss magazine
Herausgeber: Suisse magazine
Band: - (2005)
Heft: 189-190

Vorwort: Éditorial : l'armée suisse souffre de "réformite à connotation financière"
Autor: Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'armée suisse souffre de « réformite à connotation financière »

En été 2003, l'Armée 95 est moribonde, vive l'Armée XXI qui va régner depuis le 1^{er} janvier 2004. Les régiments, les divisions et les corps d'armée, dont la tradition remonte au XIX^e siècle, se préparent à se dissoudre, de nombreux bataillons en font de même. Le 1^{er} janvier 2004, les Forces terrestres ne comprennent plus que neuf brigades de combat.

En huit ans, l'armée suisse a connu deux réformes, les plus importantes depuis la création de l'armée fédérale en 1874, sans compter les « réformettes » introduites entre 1995 et 2003. Quand on sait que toute réforme déstabilise l'institution qui la subit et ceux qui y travaillent ! Dans *Le Temps* du 3 juillet 2003, le conseiller fédéral Samuel Schmid annonce pourtant - l'Armée XXI n'est encore qu'un projet ! - que de nouvelles coupes budgétaires nécessiteront une nouvelle définition des missions de la future armée. Le chef de l'armée pressenti, le commandant de corps Keckeis, annonce clairement que l'armée n'en est pas à sa dernière réforme. Rien d'étonnant, puisque l'Armée XXI a été conçue sur un budget annuel de 4,3 milliards.

Depuis la fin de la guerre froide, une majorité au Parlement, donc les partis bourgeois également, se désintéresse de la politique de sécurité et considère les budgets de la défense comme une source d'économies, l'armée comme une main-d'œuvre peu coûteuse pour garder les ambassades, intervenir en cas de catastrophe, damer les pistes de championnats de ski et assurer la logistique des fêtes fédérales.

Depuis 2004, les nouvelles mesures d'économie n'épargnent pas le Département de Samuel Schmid. Les militaires n'ont pas d'autre possibilité que de planifier des

changements, des suppressions (comment entretenir deux brigades blindées ?), une armée à deux vitesses, l'une territoriale pour les tâches que nous venons d'évoquer, l'autre, un noyau, devant entretenir des compétences « Défense ». Devant des missions diplomatiques, ils doivent engager des hommes, même ceux des bataillons de chars et des groupes d'obusiers blindés... Dans un stade de football, il y a autant de spectateurs que de stratèges qui savent comment on aurait pu gagner le match qu'on vient de perdre. Dans le domaine de la défense militaire, il en va de même. Certains officiers généraux à la retraite publient des prises de positions musclées, déplorant la suppression de l'Armée 61, les réformes « Armée 95 » et « Armée XXI ». Ils feraient mieux de respecter un certain devoir de réserve...

D'un autre côté, les projets de réformes miracles se multiplient. Le sociologue militaire Karl Haltiner, professeur de sociologie à l'Académie militaire de Au, propose la solution d'une armée de milice basée sur le volontariat, similaire à la Garde nationale aux États-Unis. « Dans les sociétés modernes, l'armée n'a plus de sens sans une adhésion volontaire des hommes et des femmes qui s'y engagent. (...) L'idée est de créer un corps de soldats de métier, composé de jeunes femmes et d'hommes se déclarant prêts à s'engager pour dix ans sur une base contractuelle. Il s'agirait d'effectuer environ quarante jours de service par an. (...) On éviterait ainsi les problèmes liés à la professionnalisation des troupes. » Cette solution va dans le sens du Parti socialiste qui plaide pour une armée professionnelle aux effectifs très réduits.

En décembre 2004, le conseiller aux États valaisan Simon Epiney, démocrate-chrétien, soutient qu'« il faut rapidement lancer une nouvelle réforme de l'armée pour restaurer sa crédibilité. » L'armée doit cesser de se préparer à une invasion militaire totalement improbable et se

concentrer sur le maintien de l'ordre en Suisse et à l'étranger, dans une structure plus ramassée et professionnalisée d'environ 15 000 hommes. « À défaut de nouvelle réforme d'ici 2010, l'armée suisse semble condamnée à se désagréger sous la pression des contraintes budgétaires. » Et le conseiller aux États d'ajouter: « L'armée navigue à vue et ses cadres ont le blues. »

En Suisse, il y a un point commun entre l'armée et l'instruction publique qui n'arrive plus à apprendre à lire, à écrire et à compter à tous ses élèves ! Depuis des années, toutes deux se trouvent en état de réforme perpétuelle, partielle ou totale. Ce qui fait penser à la France où chaque ministre de l'Éducation nationale prétend réformer le système de formation. Pas le temps de tester la dernière réforme, de l'assimiler, de surmonter la déstabilisation que chacune d'elles a entraînée, de vérifier si elle a apporté une amélioration ! Les résultats ? En France comme en Suisse, une détérioration des conditions de travail des enseignants et des cadres militaires de carrière, des maladies professionnelles et des démissions. Du côté des jeunes incorporés dans l'Éducation nationale, une baisse inquiétante des compétences et des connaissances. Du côté des soldats et des cadres subalternes, moins de problèmes parce que la conscription obligatoire s'est discrètement transformée en engagement volontaire.

En mars 2005, le programme d'armement 2004 est refusé à cause d'une alliance de circonstance entre l'Union démocratique du centre et le Parti socialiste. Quelles réformes pourront éviter la politique politicienne et la perte par l'Armée XXI des appuis dont elle jouissait dans ces nombreuses régions du pays et des assises territoriales de ses anciens régiments.

COLONEL HERVÉ DE WECK

Réacteur en chef
de la *Revue militaire suisse*
herve.deweck@bluewin.ch